

Alstom/Siemens : les syndicats appellent à une journée d'action sans précédent

(Date : 24 mai 2018)

Le 30 mai prochain, les travailleurs d'Alstom et de Siemens de toute l'Europe prendront part à une journée d'action sans précédent afin de démontrer leur engagement pour un avenir durable et prospère de leurs emplois et sites industriels en Europe. Cette mobilisation intervient exactement huit mois après l'annonce par Alstom transport et Siemens de leur intention de fusionner. Aujourd'hui, huit mois plus tard, le niveau d'incertitudes autour des projets industriels à long terme, des prévisions pour l'emploi et de la capacité pour les deux entreprises à prospérer sur le long terme reste inacceptable.

Alors que les conséquences financières et les bénéfices pour les actionnaires ont été clairement établis, les travailleurs d'Alstom et de Siemens Mobility et leurs représentants n'ont toujours aucune visibilité sur la stratégie à long terme derrière ce projet. Les probables conséquences industrielles et sociales du projet de fusion restent inconnues ainsi que les conséquences pour les travailleurs européens et leurs familles. Les stratégies poursuivies par les entreprises ne doivent ni menacer l'avenir des emplois et des sites d'Alstom et de Siemens Mobility, ni saper les droits des travailleurs.

A l'appel de leurs syndicats et indépendamment des résultats des discussions en cours sur la fusion, les travailleurs d'Alstom Transport et de Siemens Mobility se mobiliseront dans toute l'Europe (en Allemagne, France, Espagne, Belgique...) pour défendre une activité industrielle tournée vers l'avenir ; une activité dans laquelle l'Europe joue un rôle essentiel au plan mondial et qui contribue à la création d'emplois et au développement industriel.

Sous l'égide de leur fédération syndicale européenne, industriAll Europe, les syndicats des travailleurs d'Alstom et de Siemens appellent les directions à :

1. Sécuriser tous les emplois et tous les sites européens dans tous les pays en entamant des négociations avec les organisations syndicales dès que possible ;
2. Sécuriser les capacités d'innovation de tous les sites via des programmes innovant de R&D, des plans d'investissements ambitieux et le développement des compétences et qualifications des travailleurs ;
3. Fournir l'ensemble des informations sur leur projet industriel à long terme et la manière dont il permettra d'assurer le développement futur des deux entreprises ;
4. Garantir un dialogue social de haute qualité et à respecter les droits des travailleurs à l'information, la consultation et la participation sur le projet de fusion envisagé,

« Il n'y aura pas de 'champion européen de la mobilité', selon la formule utilisée par les deux directions, sans que la dimension sociale ne soit au premier plan ! L'avenir d'Alstom et de Siemens Mobility ne repose sur rien d'autre que des emplois, des sites et des capacités d'innovation sécurisés dans tous les pays européens afin de saisir toutes les opportunités d'un marché en pleine croissance. » a déclaré Sylvain Lefebvre, Secrétaire général adjoint.

Communiqué de Presse

« L'industrie ferroviaire européenne est un élément stratégique de l'industrie européenne qui apporte des solutions à nombre des défis sociaux majeurs actuels tels que la mobilité, du changement climatique, l'efficacité énergétique, l'évolution démographique et l'urbanisation. Les discussions autour des projets de fusion d'Alstom et de Siemens Mobility mettent une nouvelle fois en lumière la responsabilité que les décideurs politiques de l'UE endossent aussi. Il est temps qu'ils proposent une politique industrielle solide qui soutient la compétitivité et les perspectives de développement à long terme de l'industrie ferroviaire » a insisté Luc Triangle, Secrétaire général.

Suivre les actions sur les médias sociaux [#ActionDayAlstomSiemens](#)

Télécharger la déclaration en [EN](#), [FR](#) et [DE](#)

Télécharger l'appel à la mobilisation (tract) en [EN](#), [FR](#) et [DE](#)

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.